TIRER PARTI DE LA DYNAMIQUE : amplifier la nutrition au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

International Coalition for Advocacy on Nutrition(ICAN) and Scaling Up Nutrition Civil Society Network (SUN CSN)

Crédit photo: Jiro Ose/ Unicef

Sommaire

Introduction 3

Objectif de ce document 4

Messages clés et domaines d'action prioritaires 5

Assurer l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive 6

Se réorienter vers des modes de consommation durables et sains 7

Stimuler et élargir une production favorable à la nature 8

Promouvoir des systèmes alimentaires équitables 9

Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et au stress ... 10

Comment participer 11

Introduction

Le 14 décembre 2020, les dirigeants du monde entier se sont engagés à verser plus de trois milliards de dollars pour lutter contre la crise alimentaire et nutritionnelle et ont célébré le lancement de l'Année d'action de la nutrition pour la croissance (N4G). Le gouvernement japonais, qui accueillera le Sommet N4G en décembre 2021, a présenté sa vision et sa feuille de route actualisées pour l'Année d'action N4G, afin d'intégrer des actions en matière de nutrition dans les principaux événements relatifs au Sommet, notamment le pré-sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en juillet et le Sommet lui-même en septembre. C'est l'occasion de prendre, à l'échelle mondiale, des engagements audacieux et renouvelés en faveur de programmes et de politiques nutritionnels qui protègent la santé et le bien-être des enfants, des femmes et des familles dans le monde entier.

Les perturbations engendrées par la pandémie de COVID-19 ont encore aggravé la faim et la malnutrition. Cette crise mondiale sans précédent a révélé des défaillances profondes dans les systèmes qui soutiennent la nutrition[i]. La pandémie exige une réponse rapide qui inclue des actions nutritionnelles vitales. En s'appuyant sur le travail multisectoriel réalisé par les pays, **cette année d'action offre une occasion unique d'aligner les acteurs mondiaux et les incitations financières derrière les actions menées par les pays, afin de répondre aux besoins des plus vulnérables, tout en assurant la transformation systémique nécessaire pour atteindre les objectifs de nutrition et catalyser les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD) 2030.**

Les changements climatiques ont également un impact sur les types d'aliments disponibles. Il est donc de plus en plus urgent que les acteurs mondiaux réexaminent comment nos systèmes sanitaires, agricoles et environnementaux sont liés, et comment une plus grande collaboration et davantage d'échanges entre ces secteurs pourraient protéger la santé et la vie de chacun d'entre nous. **Nous devons viser plus haut et profiter de la dynamique actuelle pour « construire en mieux pour l'avenir » afin de mettre en place des systèmes plus résilients,**

Crédit photo: 1,000 Days

capables d'assurer durablement une bonne nutrition pour tous, même en cas de crises multiples.

Il est essentiel de reconnaître qu'il n'existe pas de solution unique pour transformer les systèmes alimentaires. Chaque pays a besoin d'une approche adaptée, ce qui nécessitera un dialogue entre de multiples secteurs et acteurs, y compris la société civile et les jeunes pour parvenir à un consensus sur des solutions durables et favorables à la nutrition et au climat pour les systèmes alimentaires mondiaux de demain. Les acteurs mondiaux doivent faciliter ce processus et soutenir les solutions propres à chaque pays pour renforcer résultat et impact[ii].

Objectif de ce document

Ce document a pour but de **fournir à la société civile des messages clés relatifs à la nutrition qu'elle pourra amplifier lors des préparatifs du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (SNUSA) qui sont actuellement en cours au niveau national et mondial**. C'est l'occasion pour la société civile d'exploiter et de renforcer les capacités autour du programme des systèmes alimentaires au niveau national, en faisant de la nutrition un levier et un résultat clé des transformations des systèmes alimentaires, et de soutenir l'engagement des groupes sous-représentés, notamment les jeunes. Le SNUSA et le Sommet N4G ne sont que des événements ponctuels, mais il faut continuer à amplifier ces messages au-delà de cette Année d'action.

Dans le cadre du SNUSA, toutes les parties prenantes sont invitées à participer à des dialogues nationaux et indépendants, réunissant les acteurs de la nutrition et du système alimentaire et les invitant à réfléchir à la manière dont ils peuvent réaliser ensemble des actions transformatrices pour soutenir les ODD. L'un des résultats attendus est le lancement d'une action transformatrice pour obtenir un impact durable sur la nutrition, la santé et le bien-être des personnes, tout en stimulant des engagements ambitieux de la part de tous les groupes de parties prenantes de la nutrition tout au long de l'année 2021, en vue du sommet N4G.

Crédit photo: Albert Gonzalez Farran

Messages clés et domaines d'action prioritaires

L'amélioration de la nutrition, en particulier au cours de la période critique des 1 000 premiers jours de la vie, est l'un des meilleurs investissements que les gouvernements puissent faire pour assurer un avenir meilleur et plus prospère à tous. Chaque dollar investi dans la nutrition rapporte 16 dollars en avantages économiques et peut sauver des vies[iii].

La COVID-19 fait actuellement reculer des décennies de progrès réalisés pour améliorer la nutrition et la santé des enfants et des femmes dans le monde. Des pressions sans précédent sur nos systèmes de santé et d'alimentation mondiaux ont interrompu la fourniture et l'élargissement de services de nutrition essentiels, préventifs et vitaux. **On s'attend à ce que d'ici 2022, 9,3 millions d'enfants supplémentaires souffrent d'émaciation, 2,6 millions d'enfants supplémentaires souffrent d'un retard de croissance et 168,000 enfants supplémentaires meurent**[iv]. De plus, la malnutrition risque d'aggraver les effets de la COVID-19 (on sait que la dénutrition amoindrit les capacités immunitaires de l'organisme), tandis que de nouvelles données suggèrent que l'obésité peut prédisposer les individus aux conséquences les plus graves du virus[v].

Pour atténuer ces impacts alarmants de la pandémie de COVID-19 sur la nutrition infantile et maternelle, nous devrons lever à l'échelle mondiale 1,2 milliard de dollars supplémentaires par an, en plus des 7 milliards de dollars par an demandés par le Cadre mondial d'investissement dans la nutrition[vi]. Pendant cette Année d'action pour la nutrition 2021, nous devons faire le point sur toutes les possibilités d'accroître les engagements politiques et financiers en faveur des programmes de nutrition mondiaux. Les solutions et les engagements issus du SNUSA et du Sommet N4G doivent viser à accélérer les progrès vers la réalisation des ODD 2030, en particulier l'ODD 2 d'élimination de la faim. Mais, comme le montre la figure 1, réduire les taux de malnutrition en apportant des solutions aux systèmes sanitaires et d'alimentation peut faire avancer les choses.

La nutrition est au cœur des ODD. Chaque dollar investi rapporte 16 dollars.
Source : Sight & Life

Assurer l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive

Le rapport sur L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020, cite le chiffre effarant de **trois milliards de personnes dans le monde qui ne peuvent pas se permettre une alimentation saine**[vii]. Nous savons que les aliments nutritifs ont le pouvoir de protéger contre la malnutrition sous toutes ses formes, ainsi que contre les maladies non transmissibles (MNT)[viii]. L'amélioration de la nutrition, en particulier pour les groupes les plus vulnérables, peut améliorer la santé et le bien-être de nos communautés.

La transformation des systèmes alimentaires pour fournir des aliments sûrs, durables, abordables et nutritifs pour tous doit également chercher à améliorer les environnements politiques favorables et de soutien au niveau national. Pour ce faire, les gouvernements et les autres parties prenantes doivent aborder la question sous un angle multisectoriel qui intègre pleinement les politiques et les pratiques en matière de nutrition dans tous les ministères.

En quoi cela consiste-t-il concrètement ?

LES MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES PORTEURS DE RESPONSABILITÉS DOIVENT TRAVAILLER ENSEMBLE POUR :

- **Coordonner les politiques, les pratiques, les ressources et le suivi des interventions dans l'ensemble des systèmes nutritionnels et alimentaires.** Les objectifs et les engagements doivent être approuvés au plus haut niveau du gouvernement et faire participer un large éventail de parties prenantes, notamment les organisations nationales et internationales de la société civile, les jeunes, les peuples autochtones, le secteur privé, les Nations Unies, les donateurs et les chercheurs.
- **Donner la priorité aux besoins nutritionnels des femmes et des adolescentes.** Peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'anémie chez les enfants et les femmes depuis que l'objectif de l'Assemblée mondiale de la Santé sur l'anémie a été accepté au niveau mondial en 2012[ix]. Comme d'autres formes de malnutrition, cela s'explique fondamentalement par des régimes alimentaires inadéquats. Cependant pour prévenir et éliminer l'anémie, il ne suffit pas d'améliorer les régimes alimentaires. Les systèmes sanitaires et alimentaires doivent collaborer pour remédier aux problèmes de disponibilités d'aliments nutritifs, tout en amplifiant les solutions pour que les femmes et les filles aient accès aux vitamines et aux nutriments essentiels à leur santé.
- **Promouvoir l'approche de la déviance positive en adoptant des solutions non conventionnelles, mais bénéfiques.** Malgré la pauvreté et la pénurie alimentaire, certaines familles et communautés trouvent le moyen d'élever des enfants bien nourris. L'approche qui consiste à partager des méthodes de déviance positive au sein de la communauté s'est avérée efficace pour réduire la prévalence de la malnutrition infantile, renforcer la capacité locale à traiter les enfants malnutris, soutenir la réhabilitation des enfants et prévenir la malnutrition future.
- **Élargir l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH)** en mettant tout particulièrement l'accent sur les milieux à faibles revenus. L'accès à des installations WASH convenables est essentiel pour garantir la sécurité dans l'ensemble du système alimentaire. Pourtant, il reste inadéquat dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire et continue de faire obstacle à l'éradication de la malnutrition d'ici 2030. Le manque d'eau, d'assainissement et d'hygiène est à l'origine de diarrhées (l'une des principales causes de décès chez les enfants de moins de cinq ans dans le monde), qui diminuent l'absorption des nutriments et peuvent entraîner ou exacerber la dénutrition. Garantir l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat est particulièrement important au cours des 1 000 premiers jours de la vie, lorsque l'enfant est le plus vulnérable aux effets néfastes de la dénutrition. Un mauvais accès à l'eau peut également réduire le temps que les mères peuvent consacrer à des pratiques nutritionnelles éprouvées, comme l'allaitement maternel exclusif.
- **Utiliser l'agroécologie pour améliorer la nutrition par le biais de la diversité alimentaire**[x]. Les changements intervenus dans les pratiques agricoles et d'utilisation des terres au cours des 60 dernières années ont entraîné un déclin significatif de l'agrobiodiversité globale. Ce déclin des cultures et des races d'animaux domestiques, ainsi que des espèces végétales et animales sauvages comestibles, se produit à une vitesse spectaculaire. Contrairement à l'uniformisation croissante de l'alimentation et de l'agriculture industrielles, l'agroécologie cherche à régénérer la diversité sociale, économique et écologique des systèmes alimentaires et des paysages dans lesquels ils s'inscrivent. L'agroécologie contribue donc à des régimes alimentaires durables qui contribuent à leur tour à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Se réorienter vers des modes de consommation durables et sains

La croissance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et les menaces liées aux changements climatiques nous incitent à promouvoir des aliments et des régimes alimentaires à la fois nutritifs et à faible impact environnemental. Ces régimes alimentaires doivent également être économiquement accessibles à tous et respecter les pratiques culturelles acceptées au niveau local et les connaissances traditionnelles. En 2019, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont organisé une consultation internationale d'experts sur les régimes alimentaires sains et durables afin de parvenir à un consensus sur le fait que les « régimes alimentaires sains et durables » sont « des habitudes alimentaires qui promeuvent toutes les dimensions de la santé et du bien-être des individus. Ils présentent une faible pression et un faible impact sur l'environnement, sont accessibles, abordables, sûrs et équitables, et sont culturellement acceptables[xi]. »

Les solutions transformatrices doivent viser à améliorer la demande d'aliments nutritifs abordables et plus accessibles, également produits et commercialisés de manière durable.

En quoi cela consiste-t-il concrètement ?

LES MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES PORTEURS DE RESPONSABILITÉS DOIVENT TRAVAILLER ENSEMBLE POUR :

- **Élaborer et adopter des politiques fiscales adaptées au contexte pour promouvoir des aliments nutritifs et durables,** par exemple :
  - Taxer des ingrédients spécifiques, par exemple, le sucre, le sel, etc. ;
  - Limiter ou interdire l'utilisation de certains produits, par exemple les graisses trans, etc.
- **Mettre en place des mesures réglementaires en matière d'étiquetage, de promotion et de commercialisation de certains aliments,** telles que :
  - Interdire la commercialisation d'aliments ultra-transformés, riches en graisses, en sel et en sucre auprès des enfants âgés de 0 à 18 ans ;
  - Adopter et contrôler le code international de l'OMS sur la commercialisation des substituts du lait maternel afin de protéger le droit de chaque mère d'allaiter sans subir d'influence indue de la part des fabricants de substituts du lait maternel ;
  - Prévoir un secteur de marché préférentiel pour la promotion d'aliments durables et nutritifs.
  - Réglementer l'étiquetage sur la face avant de l'emballage des aliments et boissons.
- **Promouvoir, soutenir et financer les actions à double fonction** qui ont le potentiel de réduire d'une part les risques et le fardeau de la dénutrition (retard de croissance, émaciation, carences en micronutriments) et d'autre part le surpoids, l'obésité ou les MNT liées à l'alimentation[xii].
  - Par exemple, en combinant les programmes de cantines scolaires et une bonne éducation nutritionnelle à l'école, on peut donner aux communautés les connaissances nécessaires pour augmenter la demande d'aliments durables et nutritifs de la part des consommateurs.
- **Promouvoir la fortification et la biofortification des aliments et des cultures de base en micronutriments essentiels, proposer des programmes de supplémentation et fournir des services de soins de santé afin d'optimiser la nutrition et la santé des enfants et des mères, en particulier dans les milieux à faibles ressources.** Les femmes enceintes et allaitantes et les enfants ont des besoins spécifiques en micronutriments qui aident les enfants à atteindre leur plein potentiel et contribuent à les protéger contre des complications sanitaires potentiellement mortelles. Si ces besoins nutritionnels ne peuvent être satisfaits par les systèmes alimentaires, les gouvernements doivent promouvoir la fortification et la biofortification des aliments, ainsi que des services de nutrition abordables et accessibles via le système de santé, comme la fourniture de suppléments et de fortifiants multiples aux femmes et aux filles enceintes et allaitantes, l'amélioration de l'accès aux programmes de soins prénatals et l'administration de suppléments de vitamine A aux enfants.
- **Créer des systèmes d'étiquetage et de certification mondialement reconnus pour les produits alimentaires** et tenir les fabricants d'aliments et de boissons responsables de fournir des informations précises aux consommateurs sur la valeur nutritionnelle de leurs produits.
- **Améliorer la consommation d'aliments durables et nutritifs pour s'attaquer simultanément au problème croissant du gaspillage alimentaire.** Les gouvernements devraient mettre en place et appliquer des mesures financières incitatives tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire afin de contribuer à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires.

Stimuler et élargir une production favorable à la nature

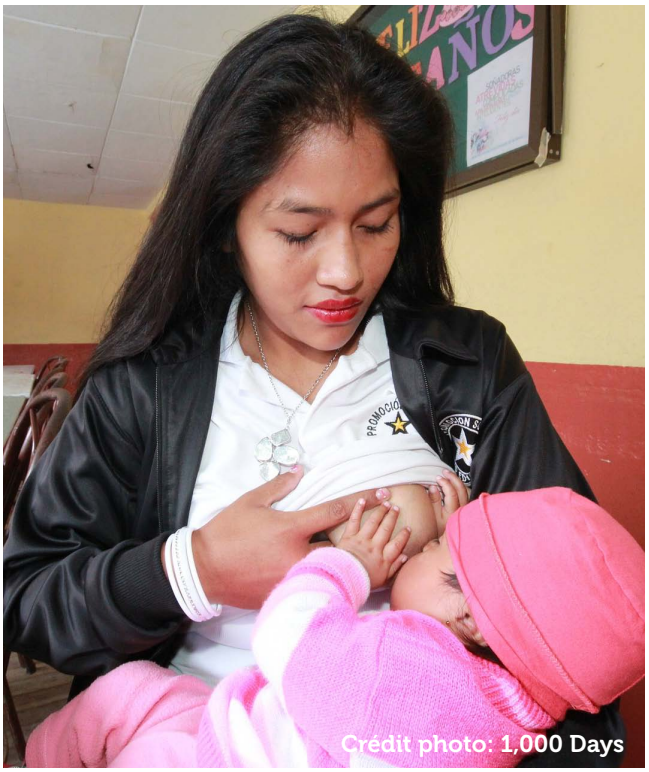
Il est prouvé que d'ici à 2050, l'augmentation de la concentration de CO2 dans notre atmosphère entraînera une perte de valeur nutritive des cultures de 3 à 17 % par rapport aux conditions actuelles[xiii]. Lorsque nous adaptons les cultures et les interventions agricoles pour promouvoir une production alimentaire respectueuse de l'environnement, nous devons inclure l'état nutritionnel en tant qu'objectif explicite. On obtient des améliorations nutritionnelles supérieures lorsque les programmes agricoles prennent en compte des indicateurs tels que le poids à la naissance ou l'apport en micronutriments des adolescentes et des femmes enceintes ou allaitantes, et ces améliorations sont encore plus efficaces lorsqu'elles sont associées à des interventions de communication pour le changement de comportement en matière de nutrition et de santé et d'autonomisation des femmes[xiv].

L'attention portée à l'augmentation de la sécurité alimentaire, de la production agricole et de la croissance économique doit s'accompagner d'une amélioration de l'impact nutritionnel pour les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants. Une approche « nutritionnelle intelligente » visant à stimuler une production « favorable à la nature » nous permet d'éviter de créer une crise de la malnutrition encore plus grave lorsque nous nous efforçons d'éviter la crise climatique.

En quoi cela consiste-t-il concrètement ?

LES MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES PORTEURS DE RESPONSABILITÉS DOIVENT TRAVAILLER ENSEMBLE POUR :

- **Mesurer l'impact du financement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en se basant sur l'amélioration des résultats nutritionnels** des enfants et des femmes.
- **Donner la priorité aux petits exploitants agricoles, en particulier aux femmes,** en matière de financement et de coordination mondiale pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.
    - Environ 80 % de la production alimentaire mondiale provient de l'agriculture familiale et paysanne. Dans les pays en développement, les agricultrices représentent en moyenne 43 % de cette main-d'œuvre agricole. Pourtant, elles produisent 20 à 30 % de moins que les hommes, car elles sont confrontées à de multiples obstacles, en tant que paysannes et en tant que femmes. En comblant ce fossé, il serait possible d'augmenter les rendements agricoles et réduire la sous-alimentation dans le monde de 17 %[xv].


Crédit photo: 1,000 Days

    - Les petits exploitants agricoles constituent l'un des plus grands groupes cibles de l'aide alimentaire alors qu'ils sont susceptibles d'avoir le plus grand impact sur la réduction de la faim et de la dénutrition. Les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire priorisent les petits exploitants et tout particulièrement les femmes. Ces investissements doivent se refléter clairement et de manière proportionnelle dans les ressources allouées, notamment en fournissant aux différents acteurs un financement suffisant, flexible et à long terme pour leurs programmes.
    - L'innovation, la recherche et l'apprentissage entre pairs sont nécessaires pour élargir les solutions qui permettent d'obtenir des résultats et un impact en matière de nutrition pour les petits exploitants.
- **Promouvoir des aliments respectueux du climat et de l'environnement sûrs, abordables et nutritifs** et donner la priorité à la production d'aliments denses en nutriments et aux investissements dans les chaînes de valeur pour garantir que les aliments nutritifs atteignent les marchés.
- **Promouvoir des pratiques agricoles telles que l'agroécologie qui préservent la biodiversité.** L'accès à une variété d'aliments nutritifs suffisante est un déterminant fondamental de la santé. La nutrition et la biodiversité sont liées à plusieurs niveaux : l'écosystème, les espèces et la diversité génétique au sein des espèces.

Crédit photo: Bill & Melinda Gates Foundation

Promouvoir des systèmes alimentaires équitables

Les 1 000 premiers jours entre la grossesse et le deuxième anniversaire d'un enfant constituent une occasion unique de promouvoir la sécurité nutritionnelle des femmes et des enfants et de bâtir des communautés saines et prospères. Cependant, les déséquilibres de pouvoir non résolus dans nos systèmes alimentaires mondiaux entraînent des inégalités nutritionnelles et alimentaires, qui engendrent une augmentation des taux de malnutrition sous toutes ses formes . La mise en place de systèmes alimentaires plus sains, durables et équitables exige que tous les acteurs au niveau mondial, régional et national remédient aux processus et politiques injustes du cadre du système alimentaire , car ceux-ci finiront par engendrer des résultats inégaux en matière de disponibilité, d'accessibilité et de consommation d'aliments nutritifs.

Pour parvenir à transformer équitablement les systèmes alimentaires, toutes les actions doivent être transdisciplinaires, inclusives et alignées sur les approches fondées sur les droits. Il s'agit notamment de mettre en place des processus et des plateformes politiques fondés sur des principes démocratiques, y compris la transparence, la redevabilité et la participation inclusive, afin de garantir que les interventions soient à la fois fondées sur des preuves et sur les droits.

En quoi cela consiste-t-il concrètement ?

LES MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES PORTEURS DE RESPONSABILITÉS DOIVENT TRAVAILLER ENSEMBLE POUR :

- **Améliorer les connaissances sur les besoins nutritionnels** en soutenant les approches spécifiques à la nutrition qui ont une incidence directe sur l'état nutritionnel des femmes et des enfants ; soutenir la diversité alimentaire ; et placer la nutrition au premier plan de la prévention de toutes les formes de malnutrition et d'autres maladies.
    - Accroître les investissements dans la nutrition et la santé des femmes au cours des 1 000 premiers jours, y compris, mais sans s'y limiter, en améliorant les politiques de main-d'œuvre qui soutiennent davantage de mères et leur permettent d'atteindre leurs objectifs d'allaitement et en apprenant aux femmes comment améliorer les pratiques d'alimentation des nourrissons et des enfants.
- **Améliorer et élargir les programmes de protection sociale** qui permettent aux familles les plus vulnérables d'accéder à la nourriture, à la nutrition et au soutien dont elles ont besoin pour s'épanouir.
- **Réaliser des évaluations des normes sociales qui renforcent les inégalités dans les systèmes alimentaires.** Élaborer des stratégies d'intervention intersectorielles assorties d'indicateurs et d'objectifs clairs pour promouvoir les droits des enfants, des femmes et des autres groupes marginalisés à l'alimentation, à un travail décent, à des marchés fiables et à un environnement sain.
- **Promouvoir des actions et programmes qui soutiennent tout particulièrement les petits exploitants agricoles et d'autres acteurs vulnérables dans les systèmes alimentaires**[xviii], en particulier les femmes et les enfants, en matière de financement et de coordination globale de l'agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Par exemple, fournir des services de vulgarisation agricole et une assurance récolte pour les cultures à plus haute valeur nutritionnelle, permettant d'augmenter les revenus et d'accroître l'accès à des aliments plus nutritifs (contribuant ainsi à réduire la malnutrition chez les petits exploitants agricoles).

Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

Les impacts de chocs tels que les changements climatiques, les pandémies, les conflits et les perturbations économiques, frappent toujours le plus durement les groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables. Les changements climatiques rendent certaines cultures moins nutritives[xix] et constituent également un facteur sous-jacent de conflit. Les conflits provoquent non seulement des perturbations économiques et dans les services de santé publique, mais ils sont aussi l'un des principaux facteurs d'insécurité alimentaire. La pandémie de COVID-19 a également mis en évidence l'impact disproportionné des perturbations des systèmes sanitaires et alimentaires nationaux sur l'accès à des aliments abordables et nutritifs.

Il est prouvé qu'une bonne alimentation, en particulier au cours des 1 000 premiers jours, peut favoriser la santé et la résistance à long terme à des facteurs de stress tels que les maladies infectieuses. Les personnes malnutries risquent bien davantage de contracter des maladies infectieuses et d'en mourir, ce qui permet à ces maladies de se propager plus facilement[xx]. Malgré l'importance d'une bonne nutrition sur le renforcement de la résilience à long terme, le financement des programmes de nutrition de base a diminué de 10 % en 2018[xxi]. Les systèmes de santé et les systèmes alimentaires doivent unir leurs efforts pour surmonter les obstacles à l'accès équitable à des aliments abordables et nutritifs (dont beaucoup ont été identifiés ci-dessus). Une population en meilleure santé favorise une prospérité durable pour mieux supporter les urgences et les conflits.

En quoi cela consiste-t-il concrètement ?

LES MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES PORTEURS DE RESPONSABILITÉS DOIVENT TRAVAILLER ENSEMBLE POUR :

- **Permettre un renforcement efficace de la résilience par des actions, des financements et une coordination multisectorielle et entre les parties prenantes.** Le renforcement de la résilience est essentiel pour l'impact à long terme et la durabilité de la nutrition et de la sécurité alimentaire, en particulier dans les États fragiles et touchés par des conflits et dans les zones vulnérables aux catastrophes et aux crises. Ces initiatives doivent cibler les groupes les plus vulnérables et être coordonnées avec une protection sociale appropriée, sans compromettre les capacités à long terme des communautés et des pays en matière de moyens de subsistance et de stabilité.

- **Intensifier les efforts pour permettre aux mères et aux dispensateurs de soins de mieux savoir** détecter et surveiller l'état nutritionnel de leurs enfants à l'aide d'outils qui ne requièrent que de faibles connaissances en lecture et calcul, notamment des rubans permettant de calculer le périmètre brachial.

- **Améliorer les systèmes d'alerte précoce basés sur les protocoles du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire** pour permettre aux communautés et aux institutions de se préparer aux chocs. Un système d'alerte précoce centré sur la population comprend quatre éléments clés : la connaissance des risques ; la surveillance, l'analyse et la prévision des dangers ; la communication ou la diffusion des alertes et des avertissements ; et les capacités locales à répondre aux avertissements reçus[xxii].

- **Veiller à ce que les cultures de base soient diversifiées et, si possible, biofortifiées,** afin que la base de tous les régimes alimentaires soit à la fois solide et nutritive. La diversité alimentaire est la référence pour obtenir des résultats positifs en matière de nutrition et de santé. La biofortification doit toujours s'inscrire dans le cadre d'une stratégie plus large impliquant la diversification des aliments (en dehors des aliments de base) et l'autonomisation des petits agriculteurs dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

- **Renforcer le lien humanitaire-développement.** Il est essentiel que nous garantissions l'accès aux interventions nutritionnelles vitales et à l'aide alimentaire en temps de crise. Mais ces mesures doivent s'allier à la prévention et à des actions de transformation à plus long terme permettant de relier les systèmes alimentaires et les systèmes de santé. En temps de crise, la tendance est de se concentrer sur les mesures de sécurité alimentaire et sur le traitement des formes graves de malnutrition. **Bien que cela soit important pour sauver des vies à court terme, nous avons besoin de plans de nutrition multisectoriels nationaux entièrement financés qui auront un impact durable à long terme sur la nutrition**. Cela inclut l'intégration des interventions nutritionnelles de base dans la couverture sanitaire universelle et l'amélioration des habitudes alimentaires des enfants, l'accès aux services de santé pour les adolescentes et les femmes enceintes, et les programmes WASH et de vaccination. La continuité des investissements dans les programmes de nutrition multisectoriels contribue à améliorer le rétablissement après une maladie et à accroître la résilience aux chocs économiques. **Puisque la résilience est une caractéristique courante du sommet N4G, le SNUSA peut être un formidable tremplin.**

Comment participer

A. Tirez le meilleur parti des dialogues du Sommet sur les systèmes alimentaires

1. **Participez aux préparatifs des dialogues du SSA dans votre pays.**
   a. Plaidez en faveur de la nomination d'un **animateur pour les dialogues du SSA des États membres** (si ce n'est déjà fait) et travaillez en collaboration avec lui pour organiser le programme des dialogues du SSA dans votre pays.
   b. Veillez à ce que les dialogues planifiés incluent toutes les parties prenantes de la nutrition, en vous appuyant sur vos réseaux et en portant une attention particulière à l'inclusion des jeunes, des femmes et des communautés.

2. Participez au prochain **dialogue du Sommet des systèmes alimentaires des États membres** (organisé par votre gouvernement) **ou organisez votre propre dialogue indépendant** au niveau national ou infranational, en veillant à ce que les femmes, les jeunes, les communautés et autres groupes vulnérables y participent et y soient correctement représentés.

3. **Servez-vous des dialogues pour faire de la nutrition un levier essentiel et un résultat nécessaire de toute transformation des systèmes alimentaires.** Appuyez-vous sur le travail multisectoriel et multipartite du Mouvement SUN dans votre pays pour définir les actions prioritaires nécessaires pour créer un impact sur la nutrition sous l'angle des systèmes alimentaires.

4. Utilisez les dialogues pour **faire connaître le Sommet Nutrition pour la croissance.**

5. **Faites entendre votre voix dans les volets d'action par le biais de consultations publiques mondiales** et de consultations spécifiques des parties intéressées. Inscrivez-vous à la prochaine série de forums publics du SNUSA en mai, en sélectionnant un volet d'action spécifique qui vous intéresse.

B. Tirez parti des engagements conjoints dans la perspective du SNUSA et du Sommet N4G

1. Travaillez avec des homologues gouvernementaux, le secteur privé, les institutions multilatérales, les donateurs, la société civile et d'autres partenaires humanitaires et de développement **pour les inciter à prendre des engagements**.

2. Les résultats relatifs à la nutrition des dialogues SSA (tels que détaillés ci-dessus) doivent constituer la base des engagements de la N4G. Les engagements doivent **être ambitieux et SMART**, s'attaquer aux obstacles existants, intégrer les contributions des différents secteurs et accélérer les progrès et l'impact des plans nationaux en faveur de la nutrition.

3. Planifiez comment vous allez tirer parti des opportunités de la N4G avec des stratégies de plaidoyer, des moments clés, des champions et des alliés **afin qu'elle contribue à renforcer l'élan politique en faveur de la nutrition** dans votre pays avant le Sommet N4G et au-delà.

4. **Établissez des contacts et développez des plans de mobilisation** pour instaurer un dialogue avec des plateformes multipartites, des Réseaux SUN et d'autres OSC et coalitions partageant les mêmes idées.

5. Élaborez des **notes d'orientation et du matériel de sensibilisation** pour mettre en lumière l'importance des investissements dans la nutrition.

6. Engagez-vous auprès des **forums parlementaires** (comités permanents, groupe de travail sur les ODD, ambassadeurs parlementaires) pour donner la priorité au programme de nutrition dans les politiques, stratégies et plan nationaux.

7. **Plaidez pour que des engagements politiques et financiers soient pris** avant ou pendant les sommets SNUSA et N4G. Vous trouverez les orientations du Mouvement SUN pour l'Année d'action de la nutrition 2021 ici.

Sources

i Note de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies, **The impact of COVID-19 on food security and nutrition** (L'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition).

ii Voir la **Déclaration de vision du Mouvement SUN pour l'Année de la Nutrition 2021**.

iii Voir **https://news.un.org/en/story/2019/09/1045582**

iv Save the Children (2020) : *La nutrition, un enjeu critique : Pourquoi nous devons tous nous attaquer dès maintenant à la malnutrition chez les enfants* **https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18600/pdf/nutrition_critical_french.pdf**

v Stratégie SUN 3.0 (2021) du Mouvement pour le Renforcement de la nutrition, page 7, **https://scalingupnutrition.org/about-sun/the-sun-movement-strategy/**

vi *ibid*

vii L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020, p. ix **http://www.fao.org/3/ca9692fr/ca9692fr.pdf**

viii *ibid* p. 19.

ix Cesar G Victora, Parul Christian, Luis Paulo Vidaletti, Giovanna Gatica-Domínguez, Purnima Menon, Robert E Black. 2021. Revisiting maternal and child undernutrition in low-income and middle-income countries: variable progress towards an unfinished agenda. (Réexamen de la dénutrition maternelle et infantile dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire : des progrès variables vers un programme inachevé.) The Lancet.The Lancet, 397(10282). **https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(21)00394-9/fulltext**

x **http://www.fao.org/agroecology/database/detail/en/c/1151084/**

xi **http://www.fao.org/3/ca6640fr/CA6640FR.pdf**

xii **https://www.who.int/publications/i/item/WHO-NMH-NHD-17.2**

xiii Myers, Samuel & Smith, Matthew. (2018). Impact of anthropogenic CO2 emissions on global human nutrition. (Impact des émissions anthropiques de CO2 sur la nutrition humaine mondiale.) Nature Climate Change. 8. 10.1038/s41558-018-0253-3. **https://www.researchgate.net/publication/327269367_Impact_of_anthropogenic_CO2_emissions_on_global_human_nutrition**

xiv **https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S221191241730127X**

xv Plus d'informations voir **https://www.oxfam.org/fr/autonomiser-les-agricultrices-pour-lutter-contre-la-faim-et-la-pauvrete**

xvi **https://globalnutritionreport.org/f0ee8d#section-4-1**

xvii **https://globalnutritionreport.org/f0ee8d#f7db5ea6**

xviii Main-d'œuvre agricole, agriculteurs, travailleurs agricoles salariés, pêcheurs, travailleurs du secteur de la transformation/fabrication des aliments, travailleurs du transport/de la distribution, employés de supermarchés/magasins et préparateurs d'aliments/serveurs.

xix **https://www.hsph.harvard.edu/news/press-releases/climate-change-carbon-emissions-protein-deficiency/**

xx **https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4889773/**

xxi Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, code nutritionnel de base

xxii **https://www.wvi.org/sites/default/files/WV_EWEA_Doc_FINAL_Web.pdf**